



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.152/4
du 17 octobre 2016

sur

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'régulant les
allocations pour les prestations,
durant la période hivernale, des
membres du personnel de
Bruxelles-Mobilité du Service
Public Régional de Bruxelles
affectés aux opérations du
maintien de la viabilité de la
voirie'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.152/4
van 17 oktober 2016

over

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'tot regeling van de
toelagen voor de prestaties van
de personeelsleden van Brussel
Mobiliteit van de Gewestelijke
Overheidsdienst Brussel,
aangewezen voor het
berijdbaar houden van de
wegen tijdens de
winterperiode'

Le 22 septembre 2016, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'régulant les allocations pour les prestations, durant la période hivernale, des membres du personnel de Bruxelles-Mobilité du Service Public Régional de Bruxelles affectés aux opérations du maintien de la viabilité de la voirie'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 17 octobre 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 17 octobre 2016.

*

Op 22 september 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Begroting, belast met de Nationale Loterij verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot regeling van de toelagen voor de prestaties van de personeelsleden van Brussel Mobiliteit van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, aangewezen voor het rijdbaar houden van de wegen tijdens de winterperiode'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 17 oktober 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 17 oktober 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉ PRÉALABLE

L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque projet d'acte réglementaire, chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos du texte en projet.

Il appartient à l'auteur du projet de veiller à l'accomplissement de la formalité prescrite préalablement à l'adoption du texte en projet et de viser cette formalité au préambule.

FONDEMENT JURIDIQUE

1. L'alinéa 1^{er} du préambule vise, au titre de fondement légal du projet et sans préciser d'article précis, la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public'.

Cette loi ne constitue cependant pas le fondement légal du projet examiné. Partant, elle ne doit pas être reprise dans les visas du préambule.

Cependant, l'auteur du projet doit adopter le projet examiné en conformité avec la loi du 14 décembre 2000, de sorte que celle-ci peut être mentionnée au préambule du projet sous la forme d'un considérant.

2. Le projet d'arrêté examiné se donne notamment pour fondement légal l'article 389 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale', lequel contient effectivement une auto-habilitation au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale selon laquelle celui-ci « [...] peut prévoir un régime particulier d'allocations aux agents faisant partie du service d'hiver du ministère ».

Si cette disposition habilite le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale à adopter une réglementation spécifique en matière d'allocation pour les prestations des agents faisant partie du « service d'hiver », il convient de relever que l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 a lui-même pour fondement légal l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relatif aux Institutions bruxelloises', cette disposition, en tant qu'elle rend applicable l'article 87, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1890 'de réformes institutionnelles' suffisant à elle seule à habiliter le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour adopter une réglementation spécifique relative au « service d'hiver », aussi bien en ce qui concerne le régime d'allocations que le régime de récupération prévus par le projet.

Il s'ensuit que l'article 40, § 1^{er}, de la loi spéciale du 12 janvier 1989, doit être seul mentionné dans un alinéa 1^{er} du préambule au titre de fondement légal du projet.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. En son article 1^{er}, le projet à l'examen prévoit que les membres du personnel « affectés aux opérations de maintien, en période hivernale, de la viabilité du réseau de voiries de la Région bruxelloise [...] sont soumis à ce titre [...] à un régime de travail spécifique ».

L'article 3, § 1^{er}, du projet définit la « période hivernale » par renvoi au « Règlement d'ordre intérieur » et l'article 9 du projet énonce l'établissement « chaque année, après consultation du personnel et avant le début de la période hivernale [d']un Règlement d'ordre intérieur pour le prochain service hiver.

Le Règlement d'ordre intérieur du service d'hiver contient au moins :

- la liste des membres du personnel qui participent au service d'hiver ;
- le rôle du Gestionnaire opérationnel du service d'hiver ;
- la composition des équipes, ainsi que les tâches des membres ;
- les prestations en dehors du régime normal de travail ;
- les différents rôles de garde ».

La loi du 8 avril 1965 'instituant les règlements de travail' requiert que figurent dans le règlement de travail notamment les différentes mentions utiles pour régir le régime de travail spécifique qui sera applicable pendant la période hivernale, telles qu'énoncées plus particulièrement aux articles 6, § 1^{er}, et 8 de la loi du 8 avril 1965, et ce sauf à pouvoir s'appuyer sur l'article 6, § 2, de cette même loi qui permet de faire référence, pour l'application du paragraphe 1^{er}, aux textes applicables. L'intention n'est pas en l'occurrence d'organiser, de manière exhaustive, le régime spécifique de travail par voie réglementaire ; cette dernière disposition ne trouvera dès lors pas à s'appliquer ici.

Il va donc de soi que le règlement de travail qui pourra éventuellement être distinct – en application de l'article 5 de la loi du 8 avril 1965 – pour la catégorie de travailleurs concernée par le projet, doit comporter les mentions prévues aux articles 6, § 1^{er}, et 8 de cette loi, afférentes au régime de travail spécifique de travail et notamment celles qu'énonce l'article 9, alinéa 2, 4^e et 5^e tirets, du projet.

En tout état de cause, un règlement d'ordre intérieur, même établi après consultation du personnel, ne peut se substituer au respect de la loi du 8 avril 1965 et, en conséquence, au règlement de travail et à la procédure d'établissement ou de modification de celui-ci tels qu'organisés par cette loi.

1.2. Quant au principe de la prestation et de la récupération d'heures de travail dans un régime de travail spécifique dérogatoire au régime de travail régulier ou normal, le projet doit se placer dans les limites autorisées par la loi du 14 décembre 2000 'fixant certains aspects de l'aménagement du temps de travail dans le secteur public' qui, elle-même, transpose la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 'concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail' (ci-après la directive 2003/88/CE).

Or cette directive précise, en son article 2, paragraphe 1^{er}, que « 'par temps de travail', [il faut entendre] toute période durant laquelle le travailleur est au travail, à la disposition de l'employeur et dans l'exercice de son activité ou de ses fonctions, conformément aux législations et/ou pratiques nationales ».

Compte tenu de cette définition, les « plages de disponibilité » – pendant lesquelles le membre du personnel affecté aux opérations de maintien, en période hivernale, de la viabilité du réseau des voiries de la Région bruxelloise, est susceptible, en application de l'article 2 du projet, de « recevoir [...] des instructions de travail » – doivent être considérées comme du « temps de travail » au sens de la directive 2003/88/CE. À ce titre, les heures de ces « plages de disponibilité » devront entrer dans le régime de récupération mis en place par le projet.

2.1. L'article 3, § 3, du projet prévoit que les récupérations horaires prévues au paragraphe 1^{er} de la disposition

« sont multipliées par un coefficient de 3,5 pour les agents occupant la fonction de gestionnaire opérationnel du service d'hiver et par un coefficient de 1,2 pour les agents occupant la fonction de chef d'équipe ».

La section de législation n'aperçoit pas pour quelles raisons objectives le nombre d'heures de récupération comptabilisées et valorisées conformément aux règles énumérées à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du projet doit être, pour les deux catégories prévues à l'article 3, § 3, du projet, multiplié par un coefficient. Les explications fournies dans le dossier sont d'ordre factuel et ne peuvent suffire à justifier la différence de traitement ainsi créée. Bien plus, la question se pose de savoir si cette différence de traitement est justifiable : en quoi une heure prestée par un membre du personnel travaillant dans une équipe se différencierait-elle d'une heure prestée par un gestionnaire ou un chef d'équipe ? Si tant est qu'il devrait convenir de rémunérer le fait de la plus grande disponibilité – sur le plan du management – du gestionnaire ou du chef d'équipe, c'est *a priori* par le biais d'une indemnisation pécuniaire et non pas d'une valorisation supplémentaire de l'heure de travail prestée en termes de récupération que cette situation devrait être prise en compte.

2.2. Il y a lieu par ailleurs d'observer que le régime de prestations de travail et de récupération de ces prestations effectuées pendant certaines périodes ne peut se concevoir que dans le respect des règles prévues à l'article 8 de la loi du 14 décembre 2000 et des dépassements

qu'elle autorise ainsi que du respect du principe du repos compensatoire figurant au paragraphe 3 de cette disposition.

C'est aussi pourquoi les heures de récupération doivent, en tant qu'elles constituent un repos compensatoire, être accordées et ne peuvent en principe, comme le précise l'article 8, alinéa 1^{er}, du projet, être converties en allocation. Procéder autrement consisterait à rompre avec l'objectif même du temps de repos et, en particulier, du repos compensatoire, à savoir garantir la santé des travailleurs et leur sécurité sur le lieu de travail, objectif que poursuit, en filigrane de l'ensemble de son dispositif, la directive 2003/88/CE.

3. Il ressort de l'examen du projet que les membres du personnel concernés sont notamment des agents contractuels¹. Or, s'agissant de travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail régi par la loi du 3 juillet 1978 'relative au contrat de travail', il ne peut être apporté de modifications aux éléments substantiels du contrat de travail que par le fait de l'accord du travailleur et de l'employeur qui y sont parties.

Il y aura donc lieu d'examiner les contrats de ces agents afin de déterminer si un avenant doit être conclu.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Aux alinéas 5 et 6, il y a lieu de mentionner les dates de l'accord et du protocole visés².

2. L'alinéa relatif à l'avis du Conseil d'État doit être rédigé comme suit :

« Vu l'avis 60.152/4 du Conseil d'État, donné le 17 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »³.

DISPOSITIF

Article 2

Dans un souci de clarté et de sécurité juridique, la concordance entre les textes français et néerlandais doit être mieux assurée.

¹ Selon le délégué du Ministre, 30 agents sont concernés par le projet, dont 23 contractuels.

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 34.

³ *Ibid.*, recommandation n° 36.

Article 3

Le paragraphe 1^{er}, troisième tiret, vise « l'article 199, §1^{er}, du statut », sans préciser de quel statut il s'agit. Il convient de compléter cette disposition en remplaçant les mots « du statut » par les mots « de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mars 2014 portant le statut administratif et pécuniaire des agents du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ».

Article 5

Le paragraphe 3 prévoit que « les récupérations horaires visées au § 1^{er} du présent article ainsi que celles visées à l'article 3 sont octroyées aux agents de tous niveaux administratifs qui sont occupés à temps plein ».

La question se pose de savoir pourquoi les agents occupés à temps partiel ne peuvent pas bénéficier de ce système de récupération et s'il n'y a pas lieu de prévoir à leur endroit une réglementation spécifique.

Interrogé sur ce point, le délégué du Ministre a répondu de la manière suivante :

« L'organisation opérationnelle du service d'hiver ne prévoit pas de personnel occupé à temps partiel. La disponibilité nécessaire pour effectuer le service d'hiver n'est pas compatible avec les emplois du temps de travailleurs à temps partiel. Dès lors le système n'a pas été étendu à ce type d'emploi du temps ».

Cette circonstance de fait ne permet pas à elle seule de justifier la différence de traitement qu'implique la disposition à l'examen. Dès lors de deux choses l'une : soit l'auteur est en mesure de fournir des justifications objectives à cette différence de traitement et, dans ce cas, elles devront apparaître clairement du dossier, soit il ne l'est pas et dans cette hypothèse, le système doit être étendu aux travailleurs à temps partiel.

Article 8

À l'alinéa 3, le second « et » sera remplacé par une virgule et dans la version française du texte, le mot « validé » s'écrit « validée ».

Article exécutoire

En fin de dispositif, le projet d'arrêté sera pourvu d'un article d'exécution ⁴.

*

⁴ *Ibid.*, recommandation n° 168.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAAND VORMVEREISTE

Artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ bepaalt dat iedere minister voor elk reglementair ontwerp een evaluatieverslag opstelt van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[moet] de ‘gendertest’ [worden] ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot de ontworpen regeling.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat het voorgeschreven vormvereiste wordt vervuld voordat de ontworpen regeling wordt aangenomen en dat in de aanhef naar dit vormvereiste wordt verwezen.

RECHTSGROND

1. In het eerste lid van de aanhef wordt als rechtsgrond van het ontwerp de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’ opgegeven, maar wordt niet vermeld om welk artikel het precies gaat.

Die wet maakt evenwel niet de rechtsgrond uit van het voorliggende ontwerp. Bijgevolg dient ze niet te worden opgenomen in de aanhefverwijzingen.

De steller van het ontwerp moet het voorliggende ontwerp evenwel aannemen overeenkomstig de wet van 14 december 2000, zodat deze wet in de vorm van een overweging mag worden vermeld in de aanhef van het ontwerp.

2. In het voorliggende ontwerpbesluit wordt als rechtsgrond inzonderheid artikel 389 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 ‘houdende het

administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest' opgegeven, waarin de Brusselse Hoofdstedelijke Regering zichzelf inderdaad een machtiging verleent om te "voorzien in een bijzonder stelsel van toelagen aan de ambtenaren die behoren tot de winterdienst van het ministerie".

Hoewel de Brusselse Hoofdstedelijke Regering bij die bepaling gemachtigd wordt om te voorzien in een specifieke regeling met betrekking tot de toelagen voor de prestaties van de ambtenaren die tot de "winterdienst" behoren, dient erop te worden gewezen dat het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 zelf rechtsgrond vindt in artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen' en aangezien artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' daarbij toepasselijk wordt gemaakt, volstaat die bepaling op zich om de Brusselse Hoofdstedelijke Regering te machtigen om te voorzien in een specifieke regeling met betrekking tot de "winterdienst", zowel wat betreft het stelsel van de toelagen als wat betreft het stelsel inzake de inhaalrust waarin het ontwerp voorziet.

Daaruit volgt dat in het eerste lid van de aanhef alleen artikel 40, § 1, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 moet worden vermeld als rechtsgrond van het ontwerp.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. In artikel 1 van het voorliggende ontwerp wordt bepaald dat de personeelsleden "die zijn aangewezen voor het berijdbaar houden van de wegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de winterperiode (...) in die hoedanigheid aan een specifieke werktijdregeling zijn onderworpen".

In artikel 3, § 1, van het ontwerp wordt voor de definitie van de "winterperiode" verwezen naar het "huishoudelijk reglement", terwijl luidens artikel 9 van het ontwerp "elk jaar, na raadpleging van het personeel en voor het begin van de winterperiode een huishoudelijk reglement [opgesteld wordt] voor de komende winterdienst.

Het huishoudelijk reglement van de winterdienst bevat ten minste:

- de lijst met personeelsleden die deelnemen aan de winterdienst;
- de rol van de operationele beheerder van de winterdienst;
- de samenstelling van de ploegen, evenals de taken van hun leden;
- de prestaties buiten de gebruikelijke werktijdregeling;
- de verschillende wachtdiensten."

Overeenkomstig de wet van 8 april 1965 'tot instelling van de arbeidsreglementen' dient het arbeidsreglement onder meer de verschillende vermeldingen te bevatten die van nut zijn met het oog op de specifieke werktijdregeling die tijdens de winterperiode van toepassing zal zijn, welke vermeldingen inzonderheid vervat zijn in de artikelen 6, § 1, en 8, van de wet van 8 april 1965, tenzij men kan steunen op artikel 6, § 2, van diezelfde wet, naar luid waarvan voor de toepassing van paragraaf 1 kan worden verwezen naar de teksten die van toepassing zijn. *In casu* is het niet de bedoeling om de specifieke werktijdregeling bij wege van verordening op

exhaustieve wijze te organiseren; die laatstgenoemde bepaling zal hier dus niet van toepassing zijn.

Overeenkomstig artikel 5 van de wet van 8 april 1965 mag eventueel een afzonderlijk arbeidsreglement worden opgemaakt voor de categorie van werknemers waarop het ontwerp betrekking heeft en het spreekt dan ook vanzelf dat dit reglement de in de artikelen 6, § 1, en 8, van die wet bepaalde vermeldingen met betrekking tot de specifieke werktijdregeling moet bevatten en inzonderheid de vermeldingen waarin artikel 9, tweede lid, vierde en vijfde streepje, van het ontwerp voorziet.

Zelfs indien een huishoudelijk reglement na raadpleging van het personeel opgesteld wordt, mag het hoe dan ook niet in de plaats komen van de naleving van de wet van 8 april 1965 en bijgevolg ook niet van het arbeidsreglement, noch van de procedures voor het opstellen of het wijzigen ervan, zoals geregeld bij die wet.

1.2. Wat betreft het beginsel volgens hetwelk arbeidsuren gepresteerd en ingehaald worden in het kader van een specifieke werktijdregeling die afwijkt van de gewone of normale werktijdregeling, moet het ontwerp binnen de perken blijven die toegestaan zijn bij de wet van 14 december 2000 ‘tot vaststelling van sommige aspecten van de organisatie van de arbeidstijd in de openbare sector’, die op haar beurt voorziet in de omzetting van richtlijn 2003/88/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 november 2003 ‘betreffende een aantal aspecten van de organisatie van de arbeidstijd’ (hierna: richtlijn 2003/88/EG).

In artikel 2, lid 1, van die richtlijn wordt echter bepaald dat onder “arbeidstijd [wordt verstaan]: de tijd waarin de werknemer werkzaam is, ter beschikking van de werkgever staat en zijn werkzaamheden of functie uitoefent, overeenkomstig de nationale wetten en/of gebruiken”.

Gelet op die definitie moeten “de bepaalde tijden” – gedurende welke het personeelslid dat aangewezen is voor het berijdbaar houden van de wegen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tijdens de winterperiode “zich beschikbaar dient te houden”, aangezien hij dan overeenkomstig artikel 2 van het ontwerp “werkinstructies [kan] ontvangen” – worden beschouwd als “arbeidstijd” in de zin van richtlijn 2003/88/EG. Daarom moeten de uren waarin men “zich beschikbaar dient te houden” worden opgenomen in het stelsel inzake de inhaalrust dat bij het ontwerp wordt ingevoerd.

2.1. Artikel 3, § 3, van het ontwerp bepaalt dat de inhaalrusturen waarin paragraaf 1 van dat artikel voorziet

“worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt van 3,5 voor de personeelsleden die de functie van operationeel beheerder van de winterdienst uitoefenen en met een coëfficiënt van 1,2 voor de personeelsleden die de functie van ploegleider uitoefenen”.

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk om welke objectieve redenen het aantal inhaalrusturen dat overeenkomstig de in artikel 5, § 1, eerste lid, van het ontwerp opgesomde regels wordt berekend, voor de twee categorieën die in artikel 3, § 3, van het ontwerp vermeld worden, moet worden vermenigvuldigd met een coëfficiënt. De uitleg die ter zake in het dossier wordt gegeven is van feitelijke aard en volstaat niet om het aldus tot stand gebrachte

verschil in behandeling te verantwoorden. Meer nog, de vraag rijst of dat verschil in behandeling wel verantwoord kan worden: in welk opzicht verschilt een uur dat wordt gepresteerd door een personeelslid dat in een ploeg werkt van een uur dat een beheerder of een ploegbaas presteert? Gesteld dat moet worden overeengekomen dat er een vergoeding moet staan tegenover het feit dat een beheerder of een ploegbaas – als manager – meer beschikbaar moet zijn, zou *a priori* met die situatie rekening moeten worden gehouden door in een geldelijke vergoeding te voorzien in plaats van het gepresteerde arbeidsuur extra te belonen met inhaalrust.

2.2. Voorts moet worden opgemerkt dat de regeling inzake de arbeidsprestaties en inzake de inhaalrust voor prestaties die tijdens bepaalde periodes worden verricht, maar kan worden ingevoerd met inachtneming van de in artikel 8 van de wet van 14 december 2000 bepaalde regels en van de bij die wet toegestane overschrijdingen van de arbeidsduur, alsook van het beginsel van inhaalverlof vervat in paragraaf 3 van dat artikel.

Daarom ook moeten inhaalrusturen, in zoverre ze een vorm van inhaalverlof zijn, worden toegekend en kunnen ze in principe niet worden omgezet in toelagen, hoewel zulks wordt bepaald in artikel 8, eerste lid, van het ontwerp. Anders te werk gaan zou betekenen dat voorbij zou worden gegaan aan, de eigenlijke bedoeling van rusttijd en inzonderheid van inhaalverlof, namelijk de gezondheid van de werknemers en hun veiligheid op het werk garanderen, wat ook de doelstelling is van richtlijn 2003/88/EG, zoals blijkt uit haar hele dispositief.

3. Uit het onderzoek van het ontwerp blijkt dat een aantal van de betrokken personeelsleden contractuele personeelsleden zijn.¹ Aangezien het om werknemers gaat die tewerkgesteld zijn met een arbeidsovereenkomst die onder de wet van 3 juli 1978 ‘betreffende de arbeidsovereenkomsten’ valt, kunnen aan de wezenlijke elementen van de arbeidsovereenkomst slechts wijzigingen worden aangebracht en als de werknemer en de werkgever die partij zijn bij die overeenkomst het daarover eens zijn.

De arbeidsovereenkomsten van die personeelsleden zullen dan ook moeten worden onderzocht teneinde vast te stellen of een aanvullende overeenkomst moet worden gesloten.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het vijfde en het zesde lid moeten de datums van de akkoordbevinding en van het protocol worden vermeld.²

¹ Volgens de gemachtigde van de minister heeft het ontwerp betrekking op 30 personeelsleden, waaronder 23 contractuele personeelsleden.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 34.

2. Het lid betreffende het advies van de Raad van State moet worden geredigeerd als volgt:

“Gelet op advies 60.152/4 van de Raad van State, gegeven op 17 oktober 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;”³

DISPOSITIEF

Artikel 2

Ter wille van de duidelijkheid en de rechtszekerheid moet gezorgd worden voor een betere overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst.

Artikel 3

In paragraaf 1, derde streepje, wordt verwezen naar “artikel 199, § 1 van het statuut”, maar wordt niet gepreciseerd om welk statuut het gaat. Die bepaling moet worden aangevuld door de woorden “van het statuut” te vervangen door de woorden “, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 maart 2014 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest”.

Artikel 5

Paragraaf 3 bepaalt dat “[d]e inhaalrusturen bedoeld in § 1 alsook degene bedoeld in artikel 3 worden toegekend aan de personeelsleden van alle administratieve niveaus die voltijds zijn tewerkgesteld”.

De vraag rijst waarom die regeling inzake inhaalrust niet geldt voor personeelsleden die deeltijds werken en of voor hen niet in specifieke regels moet worden voorzien.

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“L’organisation opérationnelle du service d’hiver ne prévoit pas de personnel occupé à temps partiel. La disponibilité nécessaire pour effectuer le service d’hiver n’est pas compatible avec les emplois du temps de travailleurs à temps partiel. Dès lors le système n’a pas été étendu à ce type d’emploi du temps.”

Op zich kan die feitelijke omstandigheid het verschil in behandeling dat de voorliggende bepaling inhoudt niet verantwoorden. Het is derhalve van tweeën één: ofwel kan de steller een objectieve verantwoording geven voor dat verschil in behandeling en, als dat zo is,

³ *Ibid.*, aanbeveling 36.

moet die verantwoording duidelijk blijken uit het dossier, ofwel kan hij dat niet en in dat geval moet de regeling worden uitgebreid tot de deeltijdse werknemers.

Artikel 8

In het derde lid moeten de woorden “wordt ingediend en goedgekeurd (...) en gevalideerd (...)” vervangen worden door de woorden “ingediend wordt, goedgekeurd wordt (...) en gevalideerd wordt (...)”.

In de Franse tekst schrijft men “validée” in plaats van “validé”.

Uitvoeringsbepaling

Het ontwerpbesluit moet worden aangevuld met een uitvoeringsbepaling, die aan het slot van het dispositief moet worden geplaatst.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

⁴ *Ibid.*, aanbeveling 168.